

Dans ce but, la politique sucrière du Canada, compte tenu de l'état actuel du marché mondial, a été de travailler activement à la négociation d'une entente internationale efficace sur le sucre. Nous avons l'intention de travailler à une entente qui donnera aux producteurs de sucre un profit rémunérateur et qui accordera aux consommateurs un prix équitable. Dans ce contexte, nous reconnaissons pleinement que le prix actuel du marché mondial n'est pas assez élevé. Nous sommes prêts, en collaboration avec d'autres pays importateurs et exportateurs de sucre, à travailler pour une entente qui protégera un prix minimum raisonnable pour le sucre et qui veillera à ce que ces prix ne soient pas sapés par des importateurs en provenance de pays qui n'auront pas voulu faire partie d'une nouvelle entente internationale sur le sucre. Nous accepterions, avec d'autres pays, de prendre des engagements vis-à-vis des possibilités d'importation afin d'assurer que celles-ci maintiendront leur importance sur le marché canadien et partageront sa croissance.

Je ne prétends pas qu'il sera facile de mettre au point une telle entente. Il faudra d'abord résoudre plusieurs problèmes difficiles et compliqués. Nous sommes cependant d'avis qu'une conférence de négociation aurait dû être convoquée il y a longtemps. Nous sommes prêts à participer activement et de façon constructive à des négociations pour la mise au point d'une entente qui produira une plus grande stabilité, donnera aux producteurs qui exportent un revenu équitable et maintiendra un commerce du sucre toujours croissant pour tous ces pays en voie de développement dont le bien-être dépend largement de ce produit.

Les rapports entre le Canada et les Antilles du Commonwealth se multiplient dans le contexte d'un monde de plus en plus interdépendant. Les Antilles du Commonwealth ont des intérêts majeurs dans leurs relations économiques et commerciales avec le Royaume-Uni, les États-Unis et plusieurs autres pays dans toutes les parties du monde, dont le Canada. Notre but est d'exploiter pleinement les occasions d'une collaboration plus étroite entre nous à l'intérieur du monde commercial.

Les provinces de l'Atlantique ont un très grand désir de nourrir et de renforcer ces liens historiques. Pour nous, dont les horizons sont aussi vastes que le monde, les Antilles du Commonwealth représentent de proches voisins. Durant près de deux siècles, nos exportations aux Antilles ont été un facteur important dans le développement de notre économie régionale. Je ne doute pas que les hommes d'affaires de ces provinces continueront de jouer un rôle éminent dans l'expansion du commerce du Canada avec les Antilles du Commonwealth au cours des années à venir.

L'Expo 67 de Montréal donnera aux Canadiens l'occasion de mieux connaître leurs amis antillais et de se rendre compte de leurs réalisations. La Jamaïque, qui est la plus grande île de l'archipel, a son propre pavillon: l'auberge de la Jamaïque. Trinidad, Tobago et la Grenade se sont unies pour ériger un pavillon commun. La Barbade et la Guyane ont pris la même initiative. Le visiteur pourra en apprendre davantage sur l'histoire de ces îles, faire connaissance avec leur musique folklorique, leur peinture, leur sculpture et s'y rendre compte en même temps des progrès que les Antillais accomplissent sur le plan économique. Ils apprendront à connaître le chaleureux accueil et l'hospitalité traditionnelle qui ont fait de ces îles un lieu de villégiature idéal où chaque année, les Canadiens se rendent de plus en plus nombreux.